



Face aux blocages de la majorité régionale, le groupe CDRC décide de quitter la mission d'information et d'évaluation sur l'avenir du service public de transport ferroviaire régional

Le 6 avril dernier, le groupe Centre, Démocrate, Républicain et Citoyen initiait, avec l'appui du groupe Union de la Droite, du Centre et des Indépendants, la création d'une mission d'information et d'évaluation sur l'avenir du service public de transport ferroviaire régional. La création de cette mission a été actée par deux votes successifs des élus régionaux en Session plénière et Commission permanente.

L'objet de la Mission était clair : évaluer le service public de transport ferroviaire régional et préparer les échéances de l'ouverture à la concurrence des TER. Le mandat des 9 membres de cette instance était précisé dans différentes délibérations :

- Evaluer l'organisation et l'exécution du service public de transport ferroviaire régional ;
- Recueillir les informations disponibles sur la préparation de l'ouverture à la concurrence des services ferroviaires régionaux ;
- Apporter un éclairage sur l'ensemble des conditions de bon déroulement de cette procédure d'ouverture à la concurrence ;

Nous constatons depuis plusieurs semaines un ensemble de décisions prises qui démontrent que les intentions de la majorité régionale sont toutes autres : se servir de cette mission pour montrer que tout va bien et exclure toute piste d'amélioration concrète du service public de transport ferroviaire régional et de préparation aux obligations réglementaires de la région avec l'ouverture à la concurrence des TER.

Nous ne pouvons accepter les manquements graves aux textes des délibérations votées par notre assemblée :

- Un mépris total des droits de l'opposition avec des réunions à des dates fixées par les services sans concertation avec les élus ;
- Un mépris affiché à l'égard du rapporteur de la mission issu du groupe CDRC, Philippe Vigier, dont l'absence à certaines auditions a été jugée « peu gênante » ;
- Un refus avéré d'auditionner tout agent ou élu d'une Région ayant mené à bien une procédure d'ouverture à la concurrence de lots TER (6 Régions se sont pourtant déjà prêtées à cet exercice)
- Une absence répétée de réponse de la part des membres du bureau issus de la majorité régionale à toute autre proposition d'auditions complémentaires à celles proposées par les services avec notamment des acteurs institutionnels et sectoriels essentiels à la préparation de l'ouverture à la concurrence ;

A ce jour, et alors que la mission doit remettre son rapport le 30 octobre prochain au Président de la Région, seulement 3 auditions ont été fixées unilatéralement par les services et ne reprennent aucune des propositions que nous avons faites. Les intentions de la majorité régionale sont claires : faire semblant d'évaluer, faire semblant de préparer l'ouverture à la concurrence, faire semblant de respecter l'opposition et faire semblant de vouloir améliorer les conditions d'accès aux déplacements ferroviaires pour nos concitoyens.

Nous ne participerons pas à cette mascarade et au détournement de cette mission. Cette dernière représentait pourtant une opportunité historique pour notre région et ses élus : évaluer et proposer de manière transpartisane des pistes concrètes d'amélioration de notre service public ferroviaire.

Cette mission devait permettre d'évaluer des pistes et réponses concrètes aux défis énormes auxquels fait face notre Région : trouver des moyens d'améliorer durablement notre service public de transport ferroviaire, tout en tenant compte de la contrainte historique qui pèse sur les fonds publics. Les premières expérimentations dans d'autres Régions montrent qu'une préparation sérieuse à l'ouverture à la concurrence peut être une solution crédible.

Nous comprenons aujourd'hui que cette mission est volontairement sabotée du fait des dissensions et pressions au sein de la majorité régionale de François Bonneau. Les groupes Ecologie et Solidarité et Communistes et Républicains avaient déjà fait part dans des communiqués de presse datés respectivement du 11 avril et 17 mai 2025 de leur totale opposition à l'ouverture à la concurrence. Nous espérions pouvoir compter sur le soutien du Président de la Région pour permettre à cette mission de mener à bien le mandat qui lui avait été confié.

Nous décidons de quitter cette mission qui n'a d'information et d'évaluation que le nom. Nous constatons que sur ce sujet, comme sur beaucoup d'autres, notre Région se distingue en faisant le choix du renoncement. Le choix de renoncer à l'évaluation pour mieux s'enfermer dans des choix politiques et politiques. La démocratie est une nouvelle fois bafouée et les oppositions sont méprisées. Nous ne nous en rendons pas complices.

Marc FESNEAU

Et les élus du groupe
Centre Démocrate,
Républicain et Citoyen